

Commission : Conseil économique et social

Question : Les terres agricoles dans le monde : quelles propriétés pour quelles utilisations ?

Auteur : Chine

Depuis la sédentarisation des hommes jusqu'à nos jours, l'agriculture a formé partie intégrante des sociétés permettant l'alimentation des individus de cette société. Elle est aujourd'hui indispensable à chaque pays pour respecter les politiques de droit à l'alimentation de ses habitants. Cependant, la réduction continue des surfaces arables (pouvant être cultivées) et la dégradation massive des sols menacent la capacité des pays à maintenir les niveaux actuels de production agricole; et le fossé croissant entre zones rurales et urbaines constitue un défi majeur pour le droit à l'alimentation de la population.

La Chine est consciente de cette importance de l'agriculture et a accompli des progrès économiques et sociaux remarquables au cours des trois dernières décennies, sortant plusieurs centaines de millions de personnes de la pauvreté et faisant progresser la sécurité alimentaire sur son territoire. L'agriculture est un secteur économique important pour la Chine, elle emploie plus de 300 millions d'agriculteurs. Notre pays occupe le premier rang de la production agricole, notamment de céréales. Selon les estimations de l'Organisation de coopération et de développement économiques, le secteur agricole représente encore aujourd'hui 15 % du produit intérieur brut de la Chine et assure 40 % de l'ensemble des emplois. Une part qui s'élevait à 71 % à la fin des années 1970. Les exploitations sont actuellement détenues par les collectivités villageoises qui les louent à des agriculteurs, souvent avec des baux de trente ans. Cette semi-privatisation s'est accompagnée d'un boom de la productivité et de la production. L'agriculture chinoise est pénalisée par le peu de zones cultivables. En outre, elle dispose de seulement dix pour cent de la superficie cultivable mondiale et doit nourrir 22 % de la population mondiale. L'agriculture chinoise est également handicapée par son morcellement, avec 200 millions de foyers exploitant chacun, en moyenne, une superficie de 65 ares. De plus, du fait de l'urbanisation croissante, de la pollution et de la désertification, on estime que la surface cultivable diminue d'environ 2 500 km² par an. Pourtant, entre 1990 et 2003, la production agricole a augmenté de 90 %.

La Chine soutient donc l'idée d'une politique de « délocalisation » de l'agriculture qui pourrait permettre de nourrir sa très grande population. L'expression "délocalisation" englobe de fait : l'exportation de produits agricoles, la coopération et l'aide agricole internationales et les investissements directs agricoles. Cette politique consiste, pour les entreprises, à investir directement à l'étranger et à s'y livrer à la production ou à la gestion agricole de façon autonome. Elle se traduit par des sorties : de capitaux, de technologies, de produits ou de main-d'œuvre. Le tout dans un esprit de coopération et de recherche de profits. Mais, comme pour d'autres pays dont la politique agricole est identique (Corée du sud, Inde, Japon...), il s'agit avant tout, par ce moyen, de développer une stratégie de sécurité alimentaire.

La Chine approuverait donc l'initiative hypothétique qui consisterait à aider et à promouvoir le développement des terres sur lesquelles elle se délocaliserait. Le gouvernement s'est par ailleurs doté en l'an 2000 d'un Ministère du Commerce international et d'une équipe spécialisés dans la promotion et le commerce des technologies agricoles en dehors de ses frontières. Les transactions de terres agricoles peuvent constituer une chance hypothétique pour un pays pauvre avec une faible densité de population d'acquérir des nouvelles technologies, des formations et des capitaux. Les investissements prévus sont de 1,5 milliards d'euros et concerneraient plus de 30 pays à travers le monde.

Concernant l'utilisation des engrais, la Chine est consciente de l'impact environnemental qu'ils provoquent dans les nappes phréatiques. Cependant, il lui est malheureusement nécessaire vu que notre pays produit à lui seul un quart de la production céréalière mondiale d'engrais. Il ne peut pas être blâmé pour utiliser des engrais, ayant commencé son développement tardivement en tant que pays émergent, alors que des pays développés comme les Etats Unis par exemple ont commencé leur développement bien avant et ont eux aussi utilisés des engrais et pollués. Il faut donc laisser notre pays se développer grâce à ces ressources puis nous entameront une transition vers une agriculture plus respectueuse de l'environnement. Il est cependant extrêmement dur et chère d'allier quantité massive à qualité et à respect de l'environnement.